

Mourenx, le 27 septembre 2019

Le Président

Commission de régulation de l'énergie

Monsieur le Président

15, rue Pasquier

75379 Paris cedex 8

N/Réf. : JCH/EN/SB/BM

Objet : Consultation publique de la commission de régulation de l'énergie sur les futurs tarifs d'utilisation des réseaux de transport et des infrastructures de stockage de gaz Affaire suivie par Sylvie BROUAT

05 59 60 73 49 - s-brouat@cc-lacqorthiez.fr

Monsieur le Président,

La Communauté de communes de Lacq-Orthez souhaite apporter sa contribution à la Consultation publique soumise par la Commission de régulation de l'énergie (CRE) **sur les futurs tarifs d'utilisation des réseaux de transport et des infrastructures de stockage de gaz.**

La CCLO veut d'abord témoigner de l'engagement de Téréga dans la gestion de ses outils de transport et de stockage de gaz naturel depuis de nombreuses années. Cet engagement s'est traduit par des investissements de près de 160 millions d'euros par an en moyenne depuis 2016 essentiellement dans les régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie, en grande partie dédiés à l'amélioration de son outil industriel. Téréga a déjà pu observer une baisse de ses revenus de l'activité stockage suite à la délibération de 2018 de la CRE sur l'entrée en régulation des infrastructures de stockage.

Acteur économique majeur du territoire depuis plus 70 ans, Téréga rayonne par son expertise de pointe sur les compétences transport, stockage et sécurité dans les infrastructures gazières contribuant directement et indirectement au bassin d'emplois, au bénéfice du développement du tissu économique de la région.

Nous souhaitons ainsi vous faire part de notre vive inquiétude dans le cas où les propositions formulées dans la consultation publique venaient à être confirmées dans la délibération. Nous indiquons en particulier qu'avec un Coût moyen pondéré du capital (CMPC) de 4% pour le transport et 4,5% pour le stockage (scénario médian), les revenus de Téréga baisseraient de 37 millions d'euros en 2020, d'après les informations que Téréga nous a communiquées, ce qui aurait des répercussions directes et indirectes sur le bassin d'emplois et l'activité économique du territoire.

Comme vous le savez, Téréga entend être un accélérateur de la transition énergétique aux plans territorial, régional et national. L'entreprise s'engage de plus en plus dans l'accompagnement de nouvelles solutions pour s'inscrire dans le monde bas carbone de demain, en particulier avec le développement du biométhane et des gaz renouvelables

comme l'hydrogène notamment. Nous soutenons cette vision et sommes persuadés que les infrastructures de transport et de stockage de gaz resteront des éléments essentiels de la transition écologique et un atout véritable pour le territoire. Nous ne pouvons accepter leurs dévalorisations et leurs déclin, pour des motifs économiques et financiers de court terme.

Le gaz naturel a vocation à être progressivement remplacé par les gaz d'origine renouvelable, comme le biométhane, ou l'hydrogène pour accompagner la transition énergétique dans les territoires. La dynamique de développement du biométhane est très favorable ces dernières années, et nous savons qu'il est possible d'atteindre les objectifs de la Loi TECV de 10% de gaz renouvelable dans la consommation finale en 2030. Nous avons validé dans le Plan Climat Air Energie Territorial adopté par la collectivité en décembre 2017, notre volonté d'avoir sur notre territoire un mix énergétique décarboné. Ces projets de gaz renouvelables sont porteurs de nombreuses externalités positives au niveau des territoires, comme indiqué par la CRE dans le rapport du Comité prospective sur les gaz verts.

Le cadre de régulation devrait donc inciter les opérateurs à procéder à ces investissements, tout en les encourageant à déployer des solutions innovantes pour rendre les réseaux gaziers plus efficaces, plus efficaces et plus intelligents. Or les conditions proposées dans la consultation publique risquent à l'inverse de freiner la dynamique engagée par les opérateurs pour accomplir cette mutation.

Teréga est un acteur majeur du territoire, et nous le soutenons en sa qualité de tiers de confiance. Teréga est résolument engagé à réduire son impact sur l'environnement, et s'affirme aussi comme un accélérateur d'énergies dans les territoires et un catalyseur d'initiatives. Teréga accompagne en particulier le territoire Lacq-Pau-Tarbes dans le cadre du programme "Territoires d'industrie" dont l'intérêt a été souligné par tous les acteurs du territoire.

Au-delà du volet économique, Téréga s'implique fortement dans les clubs sportifs que sont l'Elan Béarnais et la Section Paloise, ce qui permet entre autres à ces clubs de disposer d'un rayonnement important et d'un ancrage certain sur notre territoire.

Ainsi, permettez-nous, Monsieur le Président, d'exprimer nos vives inquiétudes quant aux conséquences économiques et sociales de vos propositions sur l'évolution des futurs tarifs des activités de Teréga, tant l'effet serait important sur l'un des rares fleurons industriels du Béarn, après l'arrêt de l'exploitation du gaz de Lacq en 2013.

Une forte baisse de la capacité d'investissement et de fonctionnement risque d'entraîner un certain nombre de conséquences négatives sur les gestionnaires de réseaux et mettre en péril leur capacité à accompagner la transition énergétique dans les territoires.

Le cadre tarifaire proposé par les autorités de régulation doit veiller à garantir des intérêts de long terme pour préparer l'avenir des infrastructures énergétiques dans le contexte de transition énergétique au cœur des territoires, qui doivent s'appuyer sur une entreprise experte et dynamique comme Teréga.

Jacques CASSIAU-HAURIE